

«Le Tessin mérite la solidarité confédérale»

LETTRE OUVERTE



NORMAN GOBBI
CHEF DU DÉPARTEMENT
DES INSTITUTIONS DU CANTON
DU TESSIN (LEGA)

Mes chers compatriotes romands,

En ces temps marqués par tant d'incertitudes géopolitiques, par le retour de la guerre sur notre continent ainsi que par des flux migratoires d'une ampleur croissante et toujours moins maîtrisés, la devise inscrite sous notre coupole fédérale prend tout son sens: «Unus pro omnibus, omnes pro uno», soit «Un pour tous, tous pour un».

Je vous écris non seulement en tant que Compagnon d'honneur du Guillon, honneur vaudois s'il en est, mais avant tout comme Confédéré et comme membre du gouvernement tessinois.

Comme vous le savez, le Tessin est un des cantons les plus touchés par les conséquences des flux migratoires internationaux. Il l'a été historiquement et l'est encore actuellement. Sans remonter trop loin dans le temps, je pense à la crise des Balkans dans les années 1990 et au fort afflux de migrants vécu en 2015-2016. De par sa situation géographique, comme porte d'entrée sud de la Suisse, le Tessin a l'habitude et une expérience consolidée dans la gestion des urgences migratoires.

Cependant, les conséquences négatives, en termes tant de coûts que de détérioration de la qualité de vie de nos résidents, risquent, avec le temps, de saper l'esprit d'accueil qui a toujours habité les Tessinoises et les Tessinois. Permettez-moi d'illustrer mon propos en rappelant quelques faits et chiffres. Premièrement: depuis au moins un an, plus de 50% des étrangers en situation irrégulière (avec des pointes, pendant plusieurs mois, de plus de 75%) sont entrés en Suisse par la frontière du Mendrisiotto.

Deuxièmement: lorsque la guerre en Ukraine a éclaté en



Gardes-frontières au poste de Chiasso Brogeda. Contrôle du trafic entre la Suisse et l'Italie. (CHIASSO, 15 JUIN 2020/KEYSTONE/TP-PRESS/ELIA BIANCHI)

février 2022, le Tessin s'est pleinement engagé auprès des autorités migratoires suisses en accueillant un nombre de réfugiés supérieur à la clé de répartition réelle entre les cantons.

Troisièmement: dans la région du Mendrisiotto toujours, le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) dispose de centres d'enregistrement des demandeurs d'asile qui, ces derniers mois – mais ce n'est plus une exception – ont affiché complet. Facteur aggravant, la présence de plus en plus importante de mineurs (plus ou moins) non accompagnés. L'ouverture prochaine du nouveau centre d'accueil de Pasture, situé dans les communes de Balerna et Novazzano, améliorera certes les conditions des migrants, mais ne résoudra pas certaines

conséquences négatives de leur présence sur le territoire.

Quatrièmement: aux demandeurs d'asile «traditionnels» issus plutôt du sud ou de l'est du bassin méditerranéen se sont ajoutées, depuis 2 ans, les personnes originaires d'Ukraine et bénéficiant du statut de protection S. Non seulement ce cumul a des conséquences sur les coûts, mais les inquiétudes et les possibles frictions avec la population locale augmentent également.

Face à cette situation objective, le Tessin a toujours assumé pleinement ses responsabilités, en coopérant avec le SEM, tant dans le secteur de l'accueil que sur le front de la sécurité. Mais nous avons également formulé des demandes spécifiques qui n'ont pas toujours été satisfaites.

En particulier, je réclame depuis plus de douze ans l'introduction de mesures disciplinaires pour les récalcitrants. Ce n'est qu'après de trop nombreuses années que la modification de la loi fédérale sur l'asile est maintenant prête. Elle introduira des mesures plus strictes pour ceux qui causent des problèmes dans les centres fédéraux et en dehors de ceux-ci. C'est un exemple de l'absence de stratégie et de planification du gouvernement fédéral en matière de gestion des situations d'urgence. Le canton de Neuchâtel subit le même sort avec le centre fédéral pour requérants d'asile de Boudry. Il peut compter sur notre pleine solidarité et compréhension.

Mais aujourd'hui, il n'est plus seulement question d'ordre

public ou de capacités d'accueil. La question devient financière. La conseillère fédérale Karin Keller-Sutter et le Conseil fédéral, dans le cadre de la maîtrise

On ne résout pas une situation d'urgence avec des coupes budgétaires

des coûts, ont inclus le secteur de l'asile parmi les domaines où des économies peuvent être réalisées. C'est une très mauvaise idée. Elle laisse présager une réduction de l'aide versée aux cantons pour leur contri-

bution à la politique fédérale d'asile. Une approche inacceptable!

La récente demande du SEM de répartir le crédit de 57 millions de francs pour la construction de logements provisoires extraordinaires, qui ne sont rien d'autre que les conteneurs déjà rejetés par les Chambres fédérales, a déjà été renvoyée à l'expéditeur par la Conférence des directrices et directeurs des Départements cantonaux de justice et police (CCDJP).

Dans ce sens, je m'efforcerai de faire en sorte qu'au sein de la CCDJP un consensus puisse être trouvé pour maintenir et intensifier la pression légitime des cantons sur le Conseil fédéral et le nouveau chef du Département fédéral de justice et police, Beat Jans. On ne résout pas une situation d'urgence avec des coupes budgétaires.

Comme je l'ai dit, le Tessin est l'un des cantons les plus exposés dans le domaine de l'asile. Il fait preuve de solidarité et bénéficie aussi de la solidarité intercantonale pour répartir le fardeau. La crédibilité de la politique d'asile en Suisse passe aussi par l'unité d'action: appliquer les lois et ne pas abandonner les cantons qui contribuent plus que d'autres à la gestion de la migration. Dans le cas du Tessin, nous devons notamment accepter les conséquences négatives de la présence sur notre territoire d'étrangers en situation irrégulière et de requérants d'asile récalcitrants. Cela a un coût financier, sans parler de questions sécuritaires et d'ordre public.

Mes chers compatriotes romands, le Tessin mérite la solidarité confédérale. Si mon canton est, comme vous le savez, une terre accueillante d'une exceptionnelle beauté, il est aussi «victime» de sa position géographique sur des routes migratoires importantes. Le Tessin a montré sa capacité à se montrer solidaire avec le reste du pays et avec les migrants. Il est aussi reconnaissant au reste du pays pour son soutien. Mais si aux problèmes de capacités d'hébergement et de sécurité viennent s'ajouter des coupes budgétaires, c'est bien cette solidarité confédérale qui sera en danger.

Un saluto confederale! ■

Guerre ou paix en Ukraine

CHRONIQUE

Emmanuel Macron a suscité une désapprobation générale en évoquant l'éventualité d'envoyer des troupes en Ukraine. Selon lui, tout est envisageable pour empêcher une victoire de la Russie, y compris intervenir directement dans le conflit au sol en devenant cobelligérant. Ses collègues européens, ses amis politiques et ses adversaires unanimes ont condamné les propos irresponsables de celui qui, en juin 2022, recommandait de ne pas «humilier la Russie pour que le jour où les combats cesseront, nous puissions bâtir un chemin de sortie par les voies diplomatiques.»

Outre le président français, et alors même que la victoire de l'Ukraine semble pour l'instant compromise, les va-t-en-guerre abondent, emmenés par Mme von der Leyen, présidente de la Commission européenne. Dans ce contexte, dès qu'une voix modérée ose se faire entendre pour évoquer un processus de paix, elle est jugée collaborationniste et pour tout dire munichoise. Comme s'il était impossible d'aspirer à un cessez-le-feu sans être pro-

russe! Au lieu de se référer toujours à Daladier et Chamberlain, signataires des Accords de Munich, repensons aux prémices de la Première Guerre mondiale. Les jeunes soldats, convaincus d'une victoire facile par des dirigeants irresponsables, partaient en chantant, la fleur au fusil, acclamés par des femmes et des enfants persuadés de les revoir bientôt. Dix-huit millions de morts plus tard, par moitié militaires et civils, osons dire que les gouvernements de l'époque, dépassés par les événements et soucieux de ne pas perdre la face, ont conduit leurs peuples à la boucherie. Dans laquelle de ces deux situations sommes-nous?

Les arguments avancés par les partisans d'une prolongation de la guerre sont plus ou moins convaincants. Un, la Russie a déclenché l'invasion, elle doit être punie. C'est juste, évidemment, mais n'est-il pas temps de trouver des solutions négociées avant, au mieux, un enlèvement mortifère, au pire, le grignotage continu de l'Est ukrainien? Deux, l'Ukraine est aux portes de l'Europe et l'UE a



MARIE-HÉLÈNE MIAUTON
ENTREPRENEUSE ET ESSAYISTE
MH.MIAUTON@BLUJEWIN.CH

Dès qu'une voix modérée ose se faire entendre pour évoquer un processus de paix, elle est jugée collaborationniste, voire munichoise

donc le devoir de la défendre. C'est encore vrai, mais alors Macron a raison: il faut s'engager physiquement à ses côtés, ce que personne ne semble apparemment souhaiter. Trois, contre une Russie autocrate et liberticide, les Ukrainiens se battent pour sauver nos valeurs de liberté. C'est moyennement vrai, car le courage nationaliste admirable de l'Ukraine ne signifie pas que sa démocratie soit un modèle ni ses conceptions humanistes similaires aux nôtres. Pour preuve, l'UE est consciente d'avoir fort à faire pour que son adhésion soit possible. Quatre, si on ne l'arrête pas fermement, la Russie envahira d'autres pays d'Europe, ce que de nombreux spécialistes infirment, arguant que seul un Poutine suicidaire attaquerait l'OTAN. Mais, si ce risque existe, est-il préférable d'interrompre la guerre ou de la poursuivre, sachant que l'Occident manque cruellement de matériel à fournir à l'Ukraine?

Au-delà de ces considérations honorables, d'autres raisons moins avouables peuvent inciter à prolon-

ger le conflit. Un, épuiser économiquement et socialement la Russie afin, comme le disent les néoconservateurs américains, qu'elle ne puisse plus jamais se relever. Pourtant, jusqu'ici, la politique des sanctions a plutôt enrichi les Etats-Unis au détriment des économies et des peuples européens. Deux, renforcer l'OTAN, hier en «mort cérébrale» et désormais reprise en main fermement sous le haut commandement américain. Trois, souder l'UE autour d'un projet rassembleur et contre un ennemi commun, afin d'amorcer une fédération dont les peuples ne veulent pas. Quatre, très cyniquement, faire tourner les usines d'armement, ce qui n'a pas l'air de déranger les socialistes et les Verts d'Europe, devenus ardents bellicistes après avoir été des pacifistes militants.

Sachant que toute guerre appelle une paix, et pour nous montrer dignes des vertus que nous revendiquons, il faut s'employer à faire taire les canons et tenter des négociations, toutes fâcheuses soient-elles, avant que ne tombe le dernier Ukrainien. ■